

**8 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'établissement d'une zone de surveillance pour la protection des eaux de Spontin et environs**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, tel que modifié par le décret du 23 décembre 1993, par l'arrêt de la Cour d'Arbitrage n° 64/95 du 13 septembre 1995, par le décret du 7 mars 1996, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau, notamment les articles 9, 11, 12 et 13;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995, notamment les articles 13, 16 et 25;

Vu les dépêches datées du 19 mai 1999 du Ministre qui a l'eau dans ses attributions, notifiées le 16 mars 2000 adressant aux collèges des bourgmestre et échevins des communes d'Yvoir, d'Assesse, de Ciney et de Hamois le projet de constitution d'une zone de surveillance pour la protection des eaux de Spontin et environs;

Vu le dossier explicatif, les plans indiquant la délimitation projetée de la zone de surveillance et les mesures de protection y proposées;

Vu le procès-verbal du 28 avril 2000 dressé en clôture de l'enquête publique effectuée du 30 mars 2000 au 28 avril 2000 sur le territoire de la commune d'Yvoir, au cours de laquelle quatre observations écrites ont été reçues;

Vu le procès-verbal du 28 avril 2000 dressé en clôture de l'enquête publique effectuée du 30 mars 2000 au 28 avril 2000 sur le territoire de la commune d'Assesse, au cours de laquelle aucune observation écrite n'a été reçue;

Vu le procès-verbal du 2 mai 2000 dressé en clôture de l'enquête publique effectuée du 30 mars 2000 au 28 avril 2000 sur le territoire de la commune de Ciney, au cours de laquelle aucune observation écrite n'a été reçue;

Vu le procès-verbal du 28 avril 2000 dressé en clôture de l'enquête publique effectuée du 30 mars 2000 au 28 avril 2000 sur le territoire de la commune d'Hamois, au cours de laquelle une observation écrite a été reçue;

Vu l'avis motivé du collège des bourgmestre et échevins de la commune d'Yvoir rendu en date du 10 mai 2000;

Vu l'avis motivé du collège des bourgmestre et échevins de la commune d'Assesse rendu en date du 3 mai 2000;

Vu l'avis motivé du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Ciney rendu en date du 1^{er} mai 2000;

Vu l'avis motivé du collège des bourgmestre et échevins de la commune d'Hamois rendu en date du 2 mai 2000;

Considérant que la zone de surveillance dont la constitution est proposée correspond à l'ensemble des zones d'extension des potentialités aquifères intéressant le titulaire;

Considérant que les eaux captées dans cette région sont de très bonne qualité naturelle et qu'elles sont reconnues comme eaux minérales naturelles ou comme eaux de source par le Ministère de la Santé publique;

Considérant que ces eaux ne peuvent faire l'objet d'aucun traitement et qu'il y a lieu de préserver la qualité de ces eaux;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

— administration : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

— titulaire : la Compagnie générale des Eaux minérales et gazeuses de Spontin S.A., rue des Rivières 30, à 5530 Yvoir, titulaire des autorisations de prise d'eau à protéger;

— arrêté du 14 novembre 1991 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eau souterraine, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraine, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995.

Art. 2. Il est constitué une zone de surveillance destinée à protéger les zones d'extension des potentialités aquifères des différents types d'eau de Spontin.

La zone de surveillance est délimitée par le périmètre tracé sur les plans 1, 1A, 2, 3, 4, 5 et 6 consultables à l'administration. La liste des plans disponibles pour consultation est reprise à l'annexe I. Un tracé approximatif de la zone de surveillance est présenté sur l'extrait de carte repris à l'annexe II.

Art. 3. Les dispositions des articles 25 et 27, § 6, de l'arrêté du 14 novembre 1991 sont d'application dans la zone de surveillance.

Art. 4. A l'intérieur de la zone de surveillance, il ne peut être entrepris, sans autorisation préalable du Gouvernement wallon, aucun travail qui peut avoir pour résultat de réduire le débit des sources ou d'altérer la qualité des eaux qu'elles fournissent, notamment les drainages, forages, creusements de puits, travaux souterrains, fouilles dont la profondeur excéderait 3 mètres.

Art. 5. Des panneaux conformes au modèle repris en annexe III, signalant la zone de surveillance, sont placés sur tous les axes principaux de circulation.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. L'administration est chargée de transmettre un exemplaire du présent arrêté :

- au titulaire;
- aux administrations communales de Yvoir, Assesse, Ciney et Hamois;
- à la députation permanente du conseil provincial de Namur;
- à la Direction provinciale de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;
- à toute personne ayant fait des observations au cours de l'enquête publique.

Namur, le 8 novembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe I :

SPONTIN

SOURCES DE CLAIRCHANT, BREUGETTE 1, DUCHESSE ET PRESBYTERE

ZONES DE PRISE D'EAU, DE PREVENTION ET DE SURVEILLANCE

LISTE DES PLANS DISPONIBLES POUR CONSULTATION

Plan n° 1 : Plan d'ensemble (Ech. 1/10 000)

Plan n° 1A : Carte géologique (Ech. 1/10 000)

Plan n° 2 : Plan parcellaire-commune d'YVOIR (Ech. 1/2 500)

Plan n° 2A : Plan de détail-Source de CLAIRCHANT (Ech. 1/1 000)

Plan n° 3 : Plan parcellaire-commune d'YVOIR (Ech. 1/2 500)

Plan n° 3A : Plan de détail-Source de BREUGETTE 1 (Ech. 1/1 000)

Plan n° 3B : Plan de détail-Sources DUCHESSE et PRESBYTERE (ECH. 1/1 000)

Plan n° 4 : Plan parcellaire-commune d'ASSESE (Ech. 1/2 500)

Plan n° 5 : Plan parcellaire-commune de CINEY (Ech. 1/2 500)

Plan n° 6 : Plan parcellaire-commune d'HAMOIS (Ech. 1/2 500)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 relatif à l'établissement d'une zone de surveillance pour la protection des eaux de Spontin et environs.

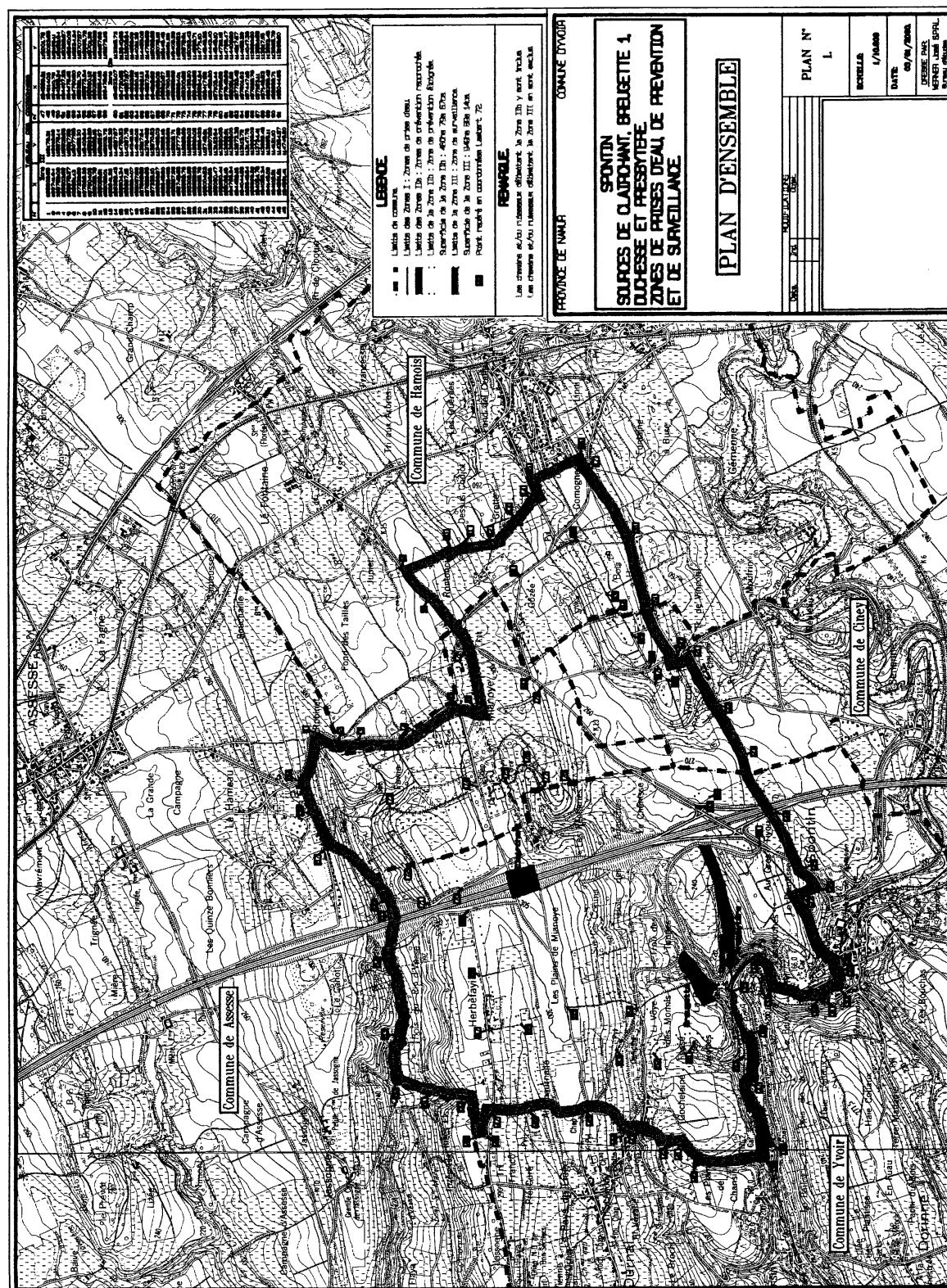
Namur, le 8 novembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe II

PLAN APPROXIMATIF DE LA ZONE DE SURVEILLANCE



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 relatif à l'établissement d'une zone de surveillance pour la protection des eaux de SPONTIN et environs.

Namur, le 8 novembre 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le plan coloré peut être consulté auprès de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège 15, 5100 Namur, et auprès de l'administration communale de et à Spontin.

Annexe III

MODELE DE PANNEAU DESTINE A SIGNALER LA ZONE DE SURVEILLANCE

← 0.70 m →

	<p>REGION WALLONNE</p> <p>Zone de surveillance d'une (de) prise(s) d'eau souterraine (Activités réglementées)</p>	
<p>CADRE RESERVE A L'EXPLOITANT DE (DES) LA PRISE(S) D'EAU</p> <p>Mentions obligatoires : 1. Nom(s) de (des) l'exploitant (s) 2. « Zone de surveillance d'une (de) prise(s) d'eau souterraine dénommée(s)... »</p> <p>Mentions facultatives : - sigle de la société - numéro de référence de(s) la prise(s) d'eau, ... - commune</p>		
<p>EN CAS D'ACCIDENT, PREVENIR :</p> <p>1. « Nom(s) de (des) l'exploitant(s) : tél. : ... » 2. REGION WALLONNE S.O.S. POLLUTION : 070/23 30 01 3. PROTECTION CIVILE : SERVICE 100</p>		

0.57m

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 relatif à l'établissement d'une zone de surveillance pour la protection des eaux de Spontin et environs.

Namur, le 8 novembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

D. 2000 — 3264

[C — 2000/27578]

8. NOVEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Errichtung einer Überwachungszone für den Schutz des Wassers von Spontin und Umgebung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, das Urteil des Schiedshofs Nr. 64/95 vom 13. September 1995, das Dekret vom 7. März 1996, das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen, das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung), insbesondere der Artikel 9, 11, 12 und 13;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszone und die künstliche Anreicherung des Grundwassers, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995, insbesondere der Artikel 13, 16 und 25;

Aufgrund der am 16. März 2000 amtlich zugestellten Depeschen vom 19. Mai 1999 des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, in welchen den Bürgermeister- und Schöffenkollegien der Gemeinden von Yvoir, Assesse, Ciney und Hamois das Projekt der Errichtung einer Überwachungszone für den Schutz des Wassers von Spontin und Umgebung übermittelt wird;

Aufgrund der erläuternden Akte, der Pläne zur Angabe der eingeplanten Abgrenzung der Überwachungszone und der darin vorgeschlagenen Schutzmaßnahmen;

Aufgrund des nach Abschluss der vom 30. März 2000 bis zum 28. April 2000 auf dem Gebiet der Gemeinde von Yvoir durchgeführten öffentlichen Untersuchung, im Laufe derer vier schriftliche Bemerkungen eingegangen sind, aufgenommenen Protokolls vom 28. April 2000;

Aufgrund des nach Abschluss der vom 30. März 2000 bis zum 28. April 2000 auf dem Gebiet der Gemeinde von Assesse durchgeführten öffentlichen Untersuchung, im Laufe derer keine schriftliche Bemerkung eingegangen ist, aufgenommenen Protokolls vom 28. April 2000;

Aufgrund des nach Abschluss der vom 30. März 2000 bis zum 28. April 2000 auf dem Gebiet der Gemeinde von Ciney durchgeführten öffentlichen Untersuchung, im Laufe derer keine schriftliche Bemerkung eingegangen ist, aufgenommenen Protokolls vom 2. Mai 2000;

Aufgrund des nach Abschluss der vom 30. März 2000 bis zum 28. April 2000 auf dem Gebiet der Gemeinde von Hamois durchgeführten öffentlichen Untersuchung, im Laufe derer eine schriftliche Bemerkung eingegangen ist, aufgenommenen Protokolls vom 28. April 2000;

Aufgrund des am 10. Mai 2000 abgegebenen, begründeten Gutachtens des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinde von Yvoir;

Aufgrund des am 3. Mai 2000 abgegebenen, begründeten Gutachtens des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinde von Assesse;

Aufgrund des am 1. Mai 2000 abgegebenen, begründeten Gutachtens des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinde von Ciney;

Aufgrund des am 2. Mai 2000 abgegebenen, begründeten Gutachtens des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums der Gemeinde von Hamois;

In der Erwägung, dass die Überwachungszone, deren Errichtung vorgeschlagen wird, den gesamten Ausdehnungsgebieten des für den Inhaber relevanten Grundwasserpotentials entspricht;

In der Erwägung, dass das Wasser, das in diesem Gebiet entnommen wird, natürliches Qualitätswasser ist und als natürliches Mineralwasser oder als Quellwasser durch das Ministerium für Volksgesundheit anerkannt wird;

In der Erwägung, dass dieses Wasser keinerlei Behandlung unterworfen werden kann, und dass die Notwendigkeit besteht, die Qualität des Wassers zu wahren;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

— Verwaltung: die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

— Inhaber: Die «Compagnie générale des Eaux minérales et gazeuses de Spontin S.A.», rue des Rivières 30, in 5530 Yvoir; Inhaber der Genehmigungen zur zu schützenden Wasserentnahme;

— Erlass vom 14. November 1991: Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszone und die künstliche Anreicherung des Grundwassers, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995.

Art. 2 - Es wird eine Überwachungszone zum Schutz der Ausdehnungsgebiete des Grundwasserpotentials für die verschiedenen Wasserarten von Spontin errichtet. Die Überwachungszone wird durch die auf den Plänen 1, 1A, 2, 3, 4, 5 und 6 aufgezeichneten Perimeter abgegrenzt. Diese Pläne können bei der Verwaltung eingesehen werden. Die Liste der zur Einsichtnahme verfügbaren Pläne wird in der Anlage I angegeben. Eine ungefähre Aufzeichnung der Überwachungszone wird auf dem in der Anlage II angegebenen Kartenauszug dargelegt.

Art. 3 - In der Überwachungszone sind die Bestimmungen der Artikel 25 und 27, § 6 des Erlasses vom 14. November 1991 anwendbar.

Art. 4 - Innerhalb der Überwachungszone dürfen ohne vorherige Genehmigung der Wallonischen Regierung keine Arbeiten ausgeführt werden, die eine Reduzierung der Quellschüttung oder die Beeinträchtigung der Qualität des Quellwassers zur Folge haben könnten, insbesondere Entwässerungs-, Bohrungs-, Abteuf-, unterirdische Arbeiten, Ausgrabungen, die eine Tiefe von 3 Metern unter der Erdoberfläche überschreiten würden.

Art. 5 - Schilder nach dem in der Anlage III angeführten Muster, die auf das Vorhandensein einer Überwachungszone hinweisen, werden auf allen Hauptverkehrsachsen aufgestellt.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 8 - Die Verwaltung wird beauftragt, den nachstehenden Personen und Einrichtungen eine Ausfertigung des vorliegenden Erlasses zu übermitteln:

- dem Inhaber;
- den Gemeindeverwaltungen von Yvoir, Assesse, Ciney und Hamois;
- dem ständigen Ausschuss des Provinzialrats von Namur;
- der Provinzialdirektion der Raumordnung, des Städtebaus und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region;
- jeder Person, die Bemerkungen im Laufe der öffentlichen Untersuchung eingereicht hat.

Namur, den 8. November 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

—
Anlage I:

SPONTIN

QUELLEN VON CLAIRCHANT, BREUGETTE 1, DUCHESSE ET PRESBYTERE

WASSERENTNAHME- PRÄVENTIV- UND ÜBERWACHUNGSZONEN

LISTE DER ZUR EINSICHTNAHME VERFÜGBAREN PLÄNE

- PLAN NR. 1: GESAMTPLAN (MAßSTAB: 1/10 000)
- PLAN NR. 1A: GEOLOGISCHE KARTE (MAßSTAB: 1/10 000)
- PLAN NR. 2: PARZELLENPLAN-GEMEINDE VON YVOIR (MAßSTAB: 1/2 500)
- PLAN NR. 2A: DETAILPLAN-SOURCE DE CLAIRCHANT (MAßSTAB: 1/1 000)
- PLAN NR. 3: PARZELLENPLAN-GEMEINDE VON YVOIR (MAßSTAB: 1/2 500)
- PLAN NR. 3A: DETAILPLAN-SOURCE DE BREUGETTE 1 (MAßSTAB: 1/1 000)
- PLAN NR. 3B: DETAILPLAN-SOURCES DUCHESSE ET PRESBYTERE (MAßSTAB: 1/1 000)
- PLAN NR. 4: PARZELLENPLAN-GEMEINDE VON ASSESSE (MAßSTAB 1/2 500)
- PLAN NR. 5: PARZELLENPLAN-GEMEINDE VON CINEY (MAßSTAB 1/2 500)
- PLAN NR. 6: PARZELLENPLAN-GEMEINDE VON HAMOIS (MAßSTAB 1/2 500)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 über die Errichtung einer Überwachungszone für den Schutz des Wassers von Spontin und Umgebung beigefügt zu werden.

Namur, den 8. November 2000


Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage III


MUSTER FÜR DAS SCHILD ZUR HINWEISUNG AUF DIE ÜBERWACHUNGSZONE

← 0.70 m →



WALLONISCHE REGION

Überwachungszone einer (von)
Grundwasserentnahmestelle(n)
(gesetzlich geregelte Tätigkeiten)



**DEM BETREIBER DER (VON) GRUNDWASSERENTNAHMESTELLE(N)
VORBEHALTENES FELD**

Obligatorische Angaben: 1. Name(n) des(r) Betreiber(s)
2. "Überwachungszone einer (von)
Grundwasserentnahmestelle(n), genannt..."

Fakultative Angaben: - Firmenzeichen
- Referenznummer der Wasserentnahmestelle(n),...
- Gemeinde

**IM FALLE EINES UNFALLS SIND FOLGENDE
PERSONEN/EINRICHTUNGEN ZU BENACHRICHTIGEN:**

1. "Name(n) des(r) Betreiber(s): Tel: ..."
2. WALLONISCHE REGION S.O.S. POLLUTION: 070/23 30 01
3. ZIVILSCHUTZDIENST: NOTRUF 100

0.57m

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 über die Errichtung einer Überwachungszone für den Schutz des Wassers von Spontin und Umgebung beigelegt zu werden.

Namur, den 8. November 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

VERTALING

N. 2000 — 3264

[C — 2000/27578]

**8 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot afbakening van een toezichtsgebied voor de bescherming van het water van Spontin en omgeving**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, het arrest van het Arbitragehof nr. 64/95 van 13 september 1995, het decreet van 7 maart 1996, het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, en het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer), inzonderheid op de artikelen 9, 11, 12 en 13;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995, inzonderheid op de artikelen 13, 16 en 25;

Gelet op de berichten van 19 mei 1999 van de voor het water bevoegde Minister, aangekondigd op 16 maart 2000, waarbij de colleges van burgemeester en schepenen van de gemeenten Yvoir, Assesse, Ciney en Hamois in kennis worden gebracht van het project tot afbakening van een toezichtsgebied voor de bescherming van het water van Spontin en omgeving;

Gelet op het verklarende dossier, de plannen met de voorziene afbakening van het toezichtsgebied en de voorgestelde beschermingsmaatregelen;

Gelet op de notulen van 28 april 2000, opgemaakt na afloop van het openbaar onderzoek dat tussen 30 maart 2000 en 28 april 2000 werd gehouden op het grondgebied van de gemeente Yvoir en waarbij vier schriftelijke opmerkingen werden ingediend;

Gelet op de notulen van 28 april 2000, opgemaakt na afloop van het openbaar onderzoek dat tussen 30 maart en 28 april 2000 werd gehouden op het grondgebied van de gemeente Assesse en waarbij geen enkele schriftelijke opmerking werd ingediend;

Gelet op de notulen van 2 mei 2000, opgemaakt na afloop van het openbaar onderzoek dat tussen 30 maart en 28 april 2000 werd gehouden op het grondgebied van de gemeente Ciney en waarbij geen enkele schriftelijke opmerking werd ingediend;

Gelet op de notulen van 28 april 2000, opgemaakt na afloop van het openbaar onderzoek dat tussen 30 maart en 28 april 2000 werd gehouden op het grondgebied van de gemeente Hamois en waarbij geen enkele schriftelijke opmerking werd ingediend;

Gelet op het met redenen omklede advies van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Yvoir, gegeven op 10 mei 2000;

Gelet op het met redenen omklede advies van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Assesse, gegeven op 3 mei 2000;

Gelet op het met redenen omklede advies van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Ciney, gegeven op 1 mei 2000;

Gelet op het met redenen omklede advies van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Hamois, gegeven op 2 mei 2000;

Overwegende dat het af te bakenen toezichtsgebied alle gebieden dekt waarin het voor de houder relevante waterpotentieel uitbreiding kan vinden;

Overwegende dat het in dit gebied gewonnen water van hoge kwaliteit is en door het Ministerie van Volksgezondheid als natuurlijk mineraalwater of bronwater erkend wordt;

Overwegende dat dit water niet behandeld mag worden en dat de kwaliteit ervan behouden moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

— bestuur : de Afdeling Water van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;

— houder : de « Compagnie générale des Eaux minérales et gazeuses de Spontin S.A. », gevestigd rue des Rivières 30, te 5530 Yvoir, houder van de vergunningen voor de te beschermen waterwinning;

— besluit van 14 november 1991 : het besluit van de Waalse Regering van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995.

Art. 2. Er wordt een toezichtsgebied afgebakend met het oog op de bescherming van de uitbreidingsgebieden voor de waterbronnen van de verschillende soorten water van Spontin.

Het toezichtsgebied wordt afgebakend door de omtrek getekend op de plannen 1, 1A, 2, 3, 4, 5 en 6 die ter inzage liggen bij het bestuur. De lijst van de ter inzage liggende plannen is in bijlage I opgenomen. Een benaderend tracé van het toezichtsgebied is afgebeeld op het uittreksel uit de kaart in bijlage II.

Art. 3. In het toezichtsgebied zijn de bepalingen van de artikelen 25 en 27, § 6, van het besluit van 14 november 1991 van toepassing.

Art. 4. Binnen het toezichtsgebied mag zonder de voorafgaande machtiging van de Waalse Regering geen werk worden uitgevoerd dat het debiet van de bronnen zou kunnen doen dalen of de kwaliteit van het bronwater zou kunnen aantasten; dat geldt met name voor afwateringen, boringen, het graven van putten, ondergrondse werken, opgravingen op een diepte van meer dan 3 meter.

Art. 5. Langs alle hoofdverkeerswegen worden borden aangebracht die conform zijn aan het model in bijlage III en die het toezichtsgebied aangeven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Het bestuur moet een exemplaar van dit besluit overmaken aan :

- de houder;
- de gemeentebesturen van Yvoir, Assesse, Ciney en Hamois;
- de bestendige deputatie van de provincieraad van Namen;
- de provinciale directie van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- elke persoon die tijdens het openbaar onderzoek opmerkingen heeft gemaakt.

Namen, 8 november 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

—
Bijlage I

SPONTIN

« SOURCES DE CLAIRCHANT, BREUGETTE 1, DUCHESSE ET PRESBYTERE »

WATERWINNINGS-, PREVENTIE-, EN TOEZICHTSGEBIEDEN

LIJST VAN DE PLANNEN DIE TER INZAGE LIGGEN

- PLAN NR. 1 : ALGEMEEN PLAN (SCHAAL 1/10 000)
- PLAN NR. 1A : GEOLOGISCHE KAART (SCHAAL 1/10 000)
- PLAN NR. 2 : PERCEELSGEWIJS PLAN-GEMEENTE YVOIR (SCHAAL 1/2 500)
- PLAN NR. 2A : UITGEWERKT PLAN-« SOURCE DE CLAIRCHANT » (SCHAAL 1/1 000)
- PLAN NR. 3 : PERCEELSGEWIJS PLAN-GEMEENTE YVOIR (SCHAAL 1/2 500)
- PLAN NR. 3A : UITGEWERKT PLAN-« SOURCE DE BREUGETTE 1 » (SCHAAL 1/1 000)
- PLAN NR. 3B : UITGEWERKT PLAN-« SOURCES DUCHESSE ET PRESBYTERE » (SCHAAL 1/1 000)
- PLAN NR. 4 : PERCEELSGEWIJS PLAN-GEMEENTE ASSESSE (SCHAAL 1/2 500)
- PLAN NR. 5 : PERCEELSGEWIJS PLAN-GEMEENTE CINEY (SCHAAL 1/2 500)
- PLAN NR. 6 : PERCEELSGEWIJS PLAN-GEMEENTE HAMOIS (SCHAAL 1/2 500)

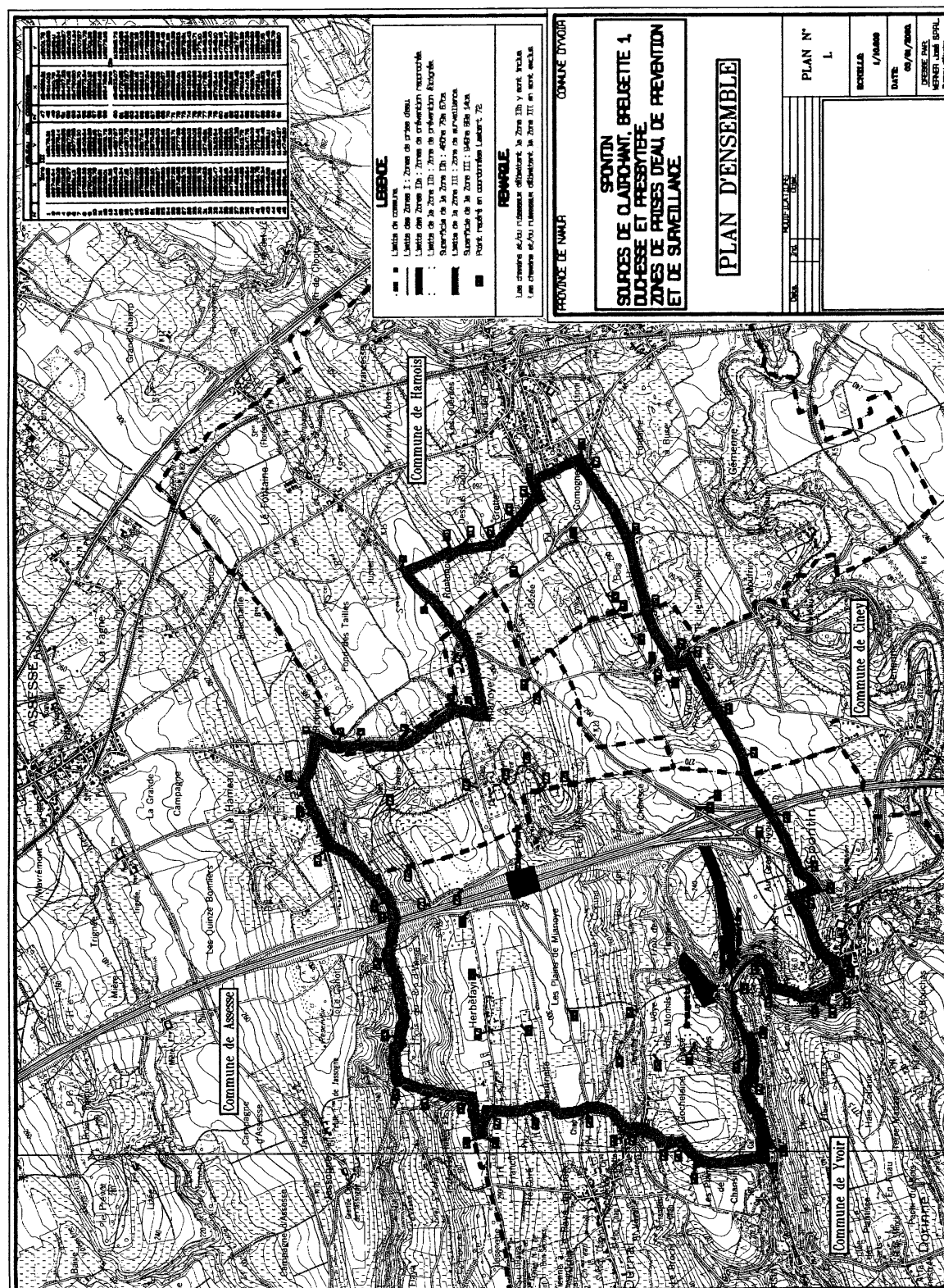
Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 tot afbakening van een toezichtsgebied voor de bescherming van het water van Spontin en omgeving.

Namen, 8 november 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage II

BENADEREND PLAN VAN HET TOEZICHTSGEBIED



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 tot afbakening van een toezichtsgebied voor de bescherming van het water van Spontin en omgeving.

Namen, 8 november 2000.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE


De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
 M. FORET

Het gekleurde plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, avenue Prince de Liège 15, 5100 Namen, en bij het gemeentebestuur van en te Spontin.

Bijlage III


MODEL VAN BORD DAT HET TOEZICHTSGEBIED AANGEEFT

← 0.70 m →



WAALS GEWEST

Toezichtsgebied
voor één of meer grondwaterwinning(en)
(gereguleerde activiteiten)



**VAK VOORBEHOUDEN AAN DE EXPLOITANT
VAN DE WATERWINNING(EN)**

Verplichte gegevens :

1. Naam van de exploitant(en)
2. "Toezichtsgebied voor
één of meer grondwaterwinning(en), met name..."

Facultatieve gegevens :

- letterwoord van de vennootschap
- referentienummer van de waterwinning(en)
- gemeente

TE VERWITTIGEN BIJ ONGEVAL

1. "Naam van de exploitant(en) : tel. : ..."
2. WAALS GEWEST : S.O.S. POLLUTION : 070/23 30 01
3. CIVIELE BESCHERMING : DIENST 100

0.57m

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 tot afbakening van een toezichtsgebied voor de bescherming van het water van Spontin en omgeving.

Namen, 8 november 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET